

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

NOTICE DE RESPECT DE L’ENVIRONNEMENT (NRE)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d’ouvrage

Ministère chargé des transports
Direction Interdépartementale des Routes du Sud-Ouest

Représentant du Maître d’ouvrage (RMO)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes du Sud-Ouest par
délégation du Préfet de région donnée par arrêté préfectoral du 30 janvier 2023

Objet du marché

RN20 - Déviation d'Ax-les-Thermes
Réhabilitation de six bassins de traitement des eaux pluviales

NOTICE DE RESPECT DE L’ENVIRONNEMENT (NRE)

Table des matières

Article premier – CHAMP D’APPLICATION.....	3
1.1 – Préambule.....	3
1.2 – Objet du marché.....	4
Article 2 – ASPECTS REGLEMENTAIRES DE LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT.....	6
2.1 – Air.....	6
2.2 – Bruit.....	7
2.3 – Déchets.....	7
2.4 – Eau.....	8
2.5 – Protection de la nature.....	9
2.6 – Protection du patrimoine.....	9
Article 3 – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU CHANTIER.....	10
3.1 – Faune et flore.....	10
3.3 – Habitat et cadre de vie.....	10
Article 4 – PRESCRIPTIONS.....	11
4.1 – Gestion et protection de la ressource en eau et de ses usages sur le chantier – Protection de la biodiversité.....	11
4.2 – Gênes aux usagers.....	13
4.3 – Déchets issus du chantier.....	15
4.4 – Installations classées pour la protection de l’environnement (ICPE) propres au chantier	17

NOTICE DE RESPECT DE L’ENVIRONNEMENT (NRE)

Article premier – CHAMP D’APPLICATION

1.1 – Préambule

La présente Notice de Respect de l’Environnement (NRE) s’impose à tout intervenant sans pour autant se substituer à la responsabilité de celui-ci sur le chantier.

Quelque entreprise que ce soit, faisant appel à un sous-traitant, un prestataire de services ou un travailleur indépendant, devra joindre obligatoirement la présente NRE au marché établi, quelle que soit la nature de ce dernier.

■ Modifications de planning, moyens et modes opératoires

Toute modification de planning, moyens et modes opératoires par rapport à la prévision initiale impose préalablement à toute action :

- de vérifier si cette modification n’est pas de nature à modifier également les nuisances environnementales,
- d’en informer systématiquement le maître d’œuvre en joignant l’analyse du précédent alinéa, quel que soit le résultat de celle-ci.

■ Suivi des pollutions et des atteintes à l’environnement

Est considéré comme pollution et atteinte à l’environnement, tout incident ou accident pouvant rendre dangereux ou dégrader le milieu naturel ou le voisinage.

Toute pollution ou atteinte à l’environnement doit être signalée dans les plus brefs délais au maître d’œuvre.

Les travaux de la zone concernée seront immédiatement arrêtés en attente d’enquête et les mesures correctives seront prises par les entreprises concernées, pour éviter la propagation de la pollution ou l’aggravation de l’atteinte à l’environnement.

■ Obligations du titulaire

L’ensemble des sujétions organisationnelles, administratives et techniques de la présente NRE, indépendamment des pièces écrites du marché (CCTP, ...), mis à la charge du marché par l’entreprise titulaire est réputé à la charge de cette dernière. L’entreprise titulaire fera son affaire de la mise en œuvre de ces sujétions en cas de sous-traitance d’elle-même comme celle de ses éventuels co-traitants. Elle s’assurera par tous moyens y compris contractuels que tout intervenant lié à son marché s’acquittera des obligations faites par la présente NRE.

■ Mode de règlement des difficultés

Tout différend né de l’application de la NRE fera l’objet d’une ou plusieurs réunions de conciliations entre l’intervenant concerné et le maître d’œuvre.

Le non-respect des obligations techniques et matérielles pourra faire l’objet, par décision du maître d’œuvre, de mesures de substitution d’action.

Pour tout manquement à une obligation, le maître d’œuvre fera procéder à la mise en œuvre des moyens nécessaires pour parer à la carence de toute entreprise en cas de danger grave et imminent pour l’environnement.

Les dépenses ainsi engagées seront imputées à l’entreprise titulaire.

Le maître d’ouvrage assurant l’avance de ces dépenses, celles-ci seront retenues de plein droit sur les sommes dues à l’entreprise concernée par le maître d’ouvrage.

1.2 – Objet du marché

La présente Notice de Respect de l’Environnement concerne les travaux de réhabilitation des six bassins d’assainissement routier de la RN20 au niveau de la déviation d’Ax-les-Thermes (09).

- les bassins n°1, n°2, n°4, n°5 et n°8, qui seront modifiés pour permettre la création d’un volume d’eau mort dans chacun d’eux et dont les ouvrages d’entrée (ouvrage by-pass) et de sortie (ouvrage de régulation) seront remplacés,
- le bassin n°6, construit en béton et disposant déjà d’un volume mort, dont les équipements annexes seront remplacés et améliorés.

1.3 – Localisation et consistance des travaux

Les travaux sont situés sur la RN 20, du PR75 au PR82, dans les communes de Perles-et-Castelet, de Savignac-les-Ormeaux, et d’Ax-les-Thermes.

Les travaux de réhabilitation des bassins n°1, n°2, n°4, n°5 et n°8 comprennent notamment :

- la réalisation, l’entretien et la maintenance des dispositifs de signalisation et de chantier nécessaires à l’exécution des travaux,
- le dégagement des emprises incluant le débroussaillage, l’élagage, l’abattage et l’essouchage d’arbres,
- la dépose de clôtures existantes rendue nécessaire par les travaux de réaménagement puis leur repose à la fin du chantier à leur emplacement initial ou à un nouvel endroit dans les emprises de leurs bassins,
- la fourniture et pose de nouvelle clôtures pour remplacer celles en mauvais état ou dans le cadre de d’une modification de l’implantation des clôtures d’enceinte nécessitant un complément de clôtures,

- la reprise du réseau existant de collecte des eaux pluviales en amont et en aval immédiat des bassins d'assainissement routier, intégrant :
 - la dépose d'ouvrages d'assainissement existants en béton (canalisations, regards...);
 - la pose de nouveaux ouvrages d'assainissement (canalisations, regards)
- le curage des bassins et l'évacuation des sédiments vers les installations de stockage et/ou de traitement ad hoc selon les résultats des analyses des boues effectuées préalablement,
- le remplacement, après dépose des ouvrages existants, des ouvrages d'entrée (ouvrage by-pass) et de sortie (ouvrage de régulation) des bassins,
- la création d'ouvrages brise-jet en enrochements bétonnés au droit des ouvrages d'entrée des bassins,
- la mise en place d'une remontée béton en pied de berges des bassins jusqu'à la côte miroir de leurs volumes morts respectifs,
- les terrassements nécessaires à la rehausse des berges des bassins liée à la création d'un volume mort dans chacun d'eux,
- la réalisation des terrassements préalable ainsi que la réfection des berges des bassins liés au remplacement de leurs ouvrages d'entrée et de sortie ainsi que la création des ouvrages brise-jet en enrochements bétonnés,
- la mise en œuvre d'un escalier et d'une plateforme d'intervention en caillebotis métalliques au niveau de l'ouvrage de sortie ,
- la réfection, avec rehausse et élargissement de la plateforme pour certains (en lien avec la rehausse des berges du bassin), des chemins d'entretien des bassins via la mise en œuvre, après décapage du chemin existant sur une épaisseur de 20 cm, d'une couche de forme en matériaux D31 (cas des chemins rehaussés), d'une couche de fondation en GNT 0/20 de 30 cm et d'un enduit superficiel bi-couche,
- la mise en place de panneaux de signalétique explicitant le fonctionnement des bassins,
- le remplacement des portails existants de tous les bassins sauf du n°6 par un portail métallique de 5,00 m à 2 vantaux,
- l'évacuation des déblais excédentaires en dehors des emprises du chantier conformément aux dispositions du SOSED,
- l'engazonnement des berges des bassins.

Les travaux d'amélioration des équipements du bassin n°6 comprennent principalement :

- la réalisation, l'entretien et la maintenance des dispositifs de signalisation et d'exploitation sous chantier de la RN20 nécessaires à l'exécution des travaux,
- la vidange et le curage du bassin ainsi que l'évacuation des sédiments vers les installations de stockage et/ou de traitement ad hoc selon les résultats des analyses des boues effectuées préalablement,
- le remplacement, après dépose des ouvrages existants, des deux ouvrages d'entrée (ouvrage by-pass);
- la création d'un réseau by-pass reliant les deux ouvrages d'entrée à l'ouvrage de sortie,
- le remplacement du garde-corps existant ainsi que l'installation d'un portillon et d'une échelle inox,
- l'amélioration de l'accès au bassin par la réalisation d'enrochements bétonnés,
- la mise en place de panneaux de signalétique explicitant le fonctionnement du bassin,
- la réfection du revêtement de l'accès (BDD élargie de la RN20) au bassin à l'issue des travaux.

Article 2 – ASPECTS REGLEMENTAIRES DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Plusieurs articles du code de l'environnement encadrent les activités relatives aux différentes thématiques. La liste suivante non exhaustive présente les principaux articles et textes à respecter.

- Articles L.122-1 à L.122-1 Chapitre II du Titre II du Livre Ier du Code de l'Environnement (Évaluation environnementale),
- Titre Ier du Livre II du Code de l'Environnement (Eau et milieux aquatiques),
- Titre II du Livre II du Code de l'Environnement (Air et atmosphère),
- Livre III (Espaces naturels) et Titre Ier du Livre IV (Protection du patrimoine naturel) du Code de l'Environnement et notamment articles L.411-1 et suivants ,
- Chapitre Ier du Titre IV du Livre V du Code de l'Environnement (Prévention et gestion des déchets),
- Titre VII du Livre V du Code de l'Environnement (Prévention des nuisances sonores),

D'autres textes viennent compléter ces dispositions :

- Livre V (Archéologie) et Livre VI (Monuments historiques, sites et espaces protégés) du Code du Patrimoine,
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Adour-Garonne, entré en vigueur le 18 décembre 2009,

2.1 – Air

Les **articles L.220-1 à L.229-24 du Code de l'Environnement** fixent les dispositions nécessaires afin d'éviter toutes pollutions atmosphériques. **Aux termes de l'article L.220-2 : « *Constitue une pollution atmosphérique au sens du présent titre l'introduction par l'homme, directement ou indirectement ou la présence, dans l'atmosphère et les espaces clos, d'agents chimiques, biologiques ou physiques ayant des conséquences préjudiciables de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à influencer sur les changements climatiques, à détériorer les biens matériels, à provoquer des nuisances olfactives excessives* ».**

Ainsi, l'interdiction de brûlage en plein air des ordures ménagères ou assimilées est mentionnée dans le règlement sanitaire départemental type publié au journal officiel du 13 septembre 1978, cette interdiction étant précisée par deux circulaires en date du **9 août 1978 et du 18 novembre 2011**.

2.2 – Bruit

Les **articles L.571-1 à L.571-26 et R.571-44 à R.571-52 du Code de l’Environnement**, relatifs à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres, fixent les dispositions relatives à la prévention des nuisances sonores liées aux chantiers.

Plus précisément, l’**article R.571-50 du Code de l’Environnement** impose au maître d’ouvrage de fournir au public, aux préfets et aux mairies concernés par le chantier, des informations concernant la nature et la durée prévisible des travaux, ainsi que les nuisances sonores attendues, et les actions menées pour limiter ces nuisances, un mois au moins avant le démarrage du chantier.

Durant la période de préparation, établissement par le titulaire et pour le compte du maître d’ouvrage de l’opération, du dossier « Bruit » mentionné à l’article L.571-9 du code de l’environnement. Ce dossier d’autorisation est à déposer en préfecture par le titulaire du marché.

Les **articles R.571-1 à R.571-24 du Code de l’Environnement** déterminent les caractéristiques acoustiques et les valeurs admissibles d’émissions ainsi que les normes d’homologation et de contrôle. Une phrase sur les dispositions des articles R. 571-32 à D. 571-57 relatives aux aménagements, infrastructures et matériels de transports terrestres

Les articles **R.571-94 et R.571-95 du Code de l’Environnement** précisent les sanctions encourues pour le non respect des articles précédents.

Les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier sont fixées par l’arrêté du **12 mai 1997**.

L’**arrêté du 22 mai 2006** modifiant l’arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l’environnement des matériels destinés à être utilisés à l’extérieur des bâtiments fixe les limites des émissions sonores à ne pas dépasser pour les engins de chantier.

Les **articles R.1334-30 à R.1334-37 du Code de la Santé Publique** relatifs à la lutte contre le bruit traitent des nuisances sonores causées par les chantiers. Les **articles R.1337-6 à R.1337-10-2 du même code** relatifs aux bruits de voisinage traitent, quant à eux, des sanctions encourues par les entreprises en cas de non respect des prescriptions définies par les articles précédents.

Les maires peuvent, par arrêté municipal, réglementer la prévention des nuisances sonores liées au chantier.

2.3 – Déchets

Les **articles L.124-1, L.541-1 à L.541-50 du Code de l’Environnement** énoncent les modalités d’une gestion rationnelle des déchets.

L’article 2-1 de la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l’élimination des déchets ainsi qu’aux installations classées pour la protection de l’environnement a imposé qu’à partir du 1^{er} juillet 2002 « ne seront autorisés en décharge que les déchets ultimes », c’est-à-dire les déchets qui ne sont plus

susceptibles d’être recyclés ou valorisés dans les conditions techniques et économiques du moment.

L’annexe II de l’article R.541-8 du Code de l’Environnement présente la nomenclature des déchets. Certains déchets classés dangereux nécessitent des conditions d’élimination particulières.

Les déchets contenant de l’amiante font l’objet d’une réglementation particulière explicitée par la circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996 relative aux déchets de flochage et calorifugeage avec amiante et la circulaire n°97-15 du 9 janvier 1997 relative aux déchets d’amiante ciment.

Le **Chapitre Ier du Titre IV du Livre V du Code de l’Environnement** relatif aux circuits de traitement des déchets, et notamment l’article R. 541-45, impose l’émission d’un bordereau en cas de production, de collecte, de reconditionnement ou de transformation de déchets dangereux. Les formulaires de ces bordereaux de suivi sont fixés par l’**arrêté du 29 juillet 2005** pour les déchets dangereux modifié par l’**arrêté du 16 février 2006** et l’arrêté du 26 juillet 2012.

2.4 – Eau

Le **Titre Ier du Livre II du Code de l’Environnement** relatif à l’eau et aux milieux aquatiques et marins pose le principe d’une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. En effet, ces dispositions visent à assurer :

- la prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques des sites et des zones humides,
- la protection des eaux et la lutte contre toute pollution,
- la restauration de la qualité des eaux et leur régénération,
- le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau,
- la valorisation de l’eau comme ressource économique, notamment pour le développement de la production d’électricité d’origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource,
- la promotion d’une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau.

La **Directive Cadre sur l’eau n°2000/60/CE** relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution est transposée en droit français par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 et codifiée aux **articles L.210-1, L.212-1 à L.212-2-3 et L.212-6 du Code de l’Environnement** qui établissent un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l’eau.

Le nouveau SDAGE, élaboré par le Comité de Bassin Adour-Garonne, est entré en vigueur le 4 avril 2022. Il s’appuie sur 4 orientations fondamentales :

- Créer les conditions de gouvernance favorables à l’atteinte des objectifs du SDAGE
- Réduire les pollutions
- Agir pour assurer l’équilibre quantitatif
- Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides

2.5 – Protection de la nature

L’article L.110-1 du Code de l’Environnement fait état de plusieurs principes dont :

- celui de précaution,
- celui d’action préventive et de correction,
- celui du pollueur-payeur.

Le **Livre III (Espaces naturels) et le Titre Ier du Livre IV (Protection du patrimoine naturel) du Code de l’Environnement** relatifs aux espaces naturels, à la faune et à la flore fixent les règles à suivre pour assurer la protection de la nature. Ces dispositions visent à protéger les espèces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, les espèces animales et végétales.

Plus précisément, la protection de la faune et de la flore est assurée par les **articles L.411-1 à L.415-5 du Code de l’Environnement**.

L’**article L 411-2 du Code de l’Environnement** détermine les conditions dans lesquelles sont fixées les listes d’espèces ainsi protégées, la durée des interdictions, l’étendue du territoire sur lequel elles s’appliquent.

2.6 – Protection du patrimoine

Concernant le patrimoine archéologique, les **articles L.531-14 à 16 du Code du Patrimoine** imposent la déclaration immédiate de toute découverte fortuite à caractère archéologique, de quelque ordre qu’elle soit (structure, vestige, monnaie...), auprès des autorités compétentes (à savoir le Service Régional de l’Archéologie, directement ou indirectement par l’intermédiaire de la Mairie ou de la Préfecture). Les vestiges ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes.

Les articles L. 114-1 à L. 114-6 et **L.544-1 à L. 544-4 du Code du Patrimoine** définissent les peines auxquelles s’exposent les contrevenants.

Pour mémoire, en ce qui concerne le patrimoine paléontologique, les **articles L.415-3 à L.415-6 du Code de l’Environnement** définissent les peines encourues pour la destruction de sites contenant des fossiles permettant d’étudier l’histoire du monde vivant et les premières activités humaines, ainsi que la destruction ou l’enlèvement de fossiles présents sur ces sites.

Article 3 – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU CHANTIER

3.1 – Faune et flore

■ Zone naturelle d’intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) et espaces protégés

– ZNIEFF

Le projet se situe dans ou à proximité immédiate des ZNIEFF suivantes :

- ZNIEFF 730011924 « Massif de l'Aston et haute vallée de l’Ariège »
- ZNIEFF 730011962 « Versant en rive droite de la haute vallée de l’Ariège »
- ZNIEFF 730030529 « Ariège en amont d’Ax-les-Thermes »

– Espaces protégés

Aucun espace protégé n’est concerné par le projet.

■ Espèces protégées

Aucune espèce à enjeu n’a été recensée sur le site (source : état des lieux faune, flore et habitats naturels - AMIDDEV en 2017).

3.2 – Eau

Certains cours d’eau sont situés en aval et à proximité des travaux. Il s’agit de l’Ariège, du Lagal et du Najar.

Le secteur des travaux ne semble pas avoir fait l’objet d’études de vulnérabilité des eaux souterraines. Néanmoins, le sous-sol est constitué de granite fissuré perméable en grand sur l’ensemble du secteur, ce qui suggère une vulnérabilité forte des eaux souterraines.

3.3 – Habitat et cadre de vie

Le secteur des travaux est localisé sur les territoires des communes de Perles-et-Castelet, de Savignac-les-Ormeaux, et d’Ax-les-Thermes dans un cadre moyennement anthropisé (quelques habitations à proximité de la RN20).

Article 4 – PRESCRIPTIONS

4.1 – Gestion et protection de la ressource en eau et de ses usages sur le chantier – Protection de la biodiversité

■ Objectifs des prescriptions

Les prescriptions présentées dans cette section visent à réduire ou éviter les impacts du chantier sur la ressource en eau ainsi que sur la biodiversité.

■ Prescriptions

□ Prescriptions générales

- L’entreprise devra préciser la localisation et les aménagements prévus pour les installations de chantier, les aires de stationnement et les surfaces de stockage des matériels, des matériaux hydrocarbonés et des silos bétons. La/les plate-forme(s) de ces installations et de ces aires devront être imperméables et drainées; les eaux de ruissellement seront obligatoirement décantées avant rejet dans le milieu naturel. L’ensemble de ces installations sera soumis à l’acceptation du maître d’œuvre.
- Tout stockage de produit polluant et d’hydrocarbures ainsi que le nettoyage et l’entretien sur le site des travaux des engins et véhicules de chantier, notamment les toupies béton, les compacteurs, les répandeurs d’émulsion de bitume, les hydrocureuses et les machines à coffrage glissant, sont proscrits.
- Lavage des camions, bétonnières ou autres dispositifs ayant servi à la confection ou au transport du béton dans des sites sans contact avec un cours d’eau.
- Les aires de stockage tampon avant évacuation des déchets, notamment les déchets verts, les produits de démolition de béton, de maçonnerie, seront interdits sur le site des travaux. Les stocks tampon mis en place en dehors du site devront être imperméables et drainées; les eaux de ruissellement seront obligatoirement décantées pour limiter les rejets de matières en suspension avant rejet dans le milieu naturel.
- Des analyses d’échantillons de matériaux issus des sédiments provenant des ouvrages d’évacuation des eaux pluviales et du bassin seront à réaliser avant le démarrage des travaux, pour déterminer les filières de stockage et/ou de traitement adaptés.
- Réalisation de zones de dépôts provisoires sur l’emprise du projet, afin de procéder au séchage des produits issus du curage/hydrocurage des ouvrages. Ces zones devront obligatoirement être imperméabilisées, munies de filtre de rétention des fines.
- Évacuation des produits issus du curage/hydrocurage après séchage, vers un centre de traitement approprié après analyses.
- En cas de fuite de fuel ou d’huile, les matériaux souillés seront évacués vers des décharges agréées.
- Les pertes de laitance des bétons (travaux sur les berges, sur les assises des regards, sur les ouvrages d’entrée/sortie) seront filtrées par le moyen de filtres à particules régulièrement changés.

- produits hydrocarbonés (éviter les coulures)
- bicouche

- Enlèvement, dès l'achèvement des travaux des décombres, terres et dépôts de matériaux apportés ou qui pourraient subsister.
- Engagement à prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir les pollutions éventuelles et les dégradations et désordres éventuels occasionnés, au cours des travaux ainsi qu'après leur réalisation.
- Garantie d'une capacité d'intervention rapide de jour comme de nuit afin d'assurer le repliement des installations en cas de crue consécutive à un phénomène pluvieux de forte amplitude.
- Engagement en cas d'incident susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site :
 - à immédiatement interrompre les travaux et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux.
 - à informer dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face.

□ Assainissement provisoire du chantier

Les infrastructures existantes (bassins à requalifier et leur réseau de collecte et d'évacuation des eaux) seront utilisées dans la mesure du possible pour assurer une partie de l'assainissement provisoire des eaux du chantier. L'assainissement provisoire aura pour but d'éviter que les matières en suspension (MES) et autres polluants ne gagnent le milieu naturel (par infiltration dans le sol et/ou par ruissellement vers les cours d'eau situés en aval).

Il devra respecter les prescriptions suivantes :

- **orienter les eaux du chantier** vers le réseau de collecte existant en installant, dans la mesure du possible, des merlons ou autre dispositifs délimitant le bassin versant de la zone de chantier en amont de chaque bassin d'assainissement.
- **imperméabiliser** le réseau d'évacuation des eaux des bassins existants. Pour ce faire, une géomembrane sera installée sur les réseaux d'évacuation actuellement non étanche. Cette prescription concerne les bassins 1, 2, 4 et 5. Elle n'est pas nécessaire pour les bassins 8 dans la mesure où le réseau d'évacuation des eaux existant est étanche (par des fossés bétonnés et/ou enrochés). Elle est difficile à mettre en place pour le bassin 6 en raison de sa configuration particulière (voir plus bas).
- **travailler hors-eaux** : dans le cadre de l'intervention sur les bassins, il conviendra de placer le bassin en mode by-pass afin qu'aucune eau de ruissellement des réseaux amont ne passe à l'intérieur. Lors de l'intervention sur l'ouvrage d'entrée, un fossé de contournement provisoire sera réalisé afin de le shunter et de permettre aux écoulements de continuer à passer dans le réseau de by-pass.
- **filtrer** les eaux issues du chantier. Durant toute la durée du chantier sur les bassins, l'assainissement provisoire consistera à filtrer les eaux du chantier en installant un filtre à particules en aval de la zone de chantier et en amont du point de rejet dans le milieu. Un filtre à particule supplémentaire sera installé en aval du bassin 8 pour assurer une meilleure filtration (en raison de la forte pente du réseau d'évacuation de ces deux bassins). Enfin, des filtres seront également placés dans le réseau de by-pass lorsque celui-ci n'est pas enterré. La pose de filtres à particules est sans objet pour le bassin 6, en raison de sa configuration particulière (voir plus bas).

– Cas particulier du bassin 6 :

→ la configuration des lieux en aval du bassin 6 n’étant pas propice à un traitement efficace des eaux d’évacuation (forte pente, etc), les eaux polluées seront retenues dans le bassin pendant la durée du chantier. Pour ce faire, l’orifice de sortie du bassin sera fermé. Le bassin sera curé à l’issue des travaux. A l’instar des travaux sur les autres bassins, les produits issus du curage après séchage seront évacués vers un centre de traitement approprié après analyses.

→ du fait de la capacité limitée du bassin et de la fermeture de l’orifice de sortie durant les travaux, le risque de débordement des eaux du bassin sera accru. Afin d’éviter un éventuel débordement un dispositif de pompage de l’eau du bassin sera à prévoir (notamment dans le cas d’une pollution accidentelle combinée à une pluie forte (pluie décennale))

□ Plantes envahissantes

– nettoyage des engins et des outils (pas de terre ni de débris végétaux)

4.2 – Gênes aux usagers

■ Objectifs des prescriptions

□ Air, poussières

Les risques de pollutions atmosphériques engendrés par le chantier sont :

- l’envol de poussières et de déchets sur les zones de stockage, lors du transport de matériaux et de la circulation des engins de chantier,
- l’émission de polluants atmosphériques liés à la circulation des véhicules,
- l’émission de fumées en cas d’incendie.

Les prescriptions énoncées ci-après ont pour objectif de :

- limiter les émissions de poussières et /ou de polluants susceptibles d’entraîner des conséquences sur la santé et l’environnement,
- préserver la qualité de l’air pendant toute la durée des travaux.

□ Acoustique

Le chantier occasionnera des nuisances sonores qui seront générées essentiellement par le fonctionnement de la scie, des camion-bennes et pelles mécaniques.

Les prescriptions énoncées ci-après ont pour objectif de :

- prendre en compte la qualité de vie des usagers dans la réalisation des travaux,
- limiter les émissions sonores pour éviter la gêne des usagers.

■ Prescriptions

□ Air, poussières

- arrosage des voies de circulation, des aires de manœuvre et de dépôt de matériaux afin de limiter les poussières. Cette disposition est systématique en cas de vent et par temps sec,
- bâchage des camions pour éviter les envols de déchet en cas de vent fort et de risques de projections,
- interdiction des brûlages de toute nature,
- contrôle de la conformité des engins.

□ Acoustique

Afin de limiter les nuisances sur l'environnement et sur la qualité de vie des usagers, l'entreprise devra utiliser les techniques les moins bruyantes pour la réalisation des travaux à proximité des habitations.

□ Circulation des engins

- définition des itinéraires d'accès et des plans de circulation des véhicules sur chantier de telle manière à être le plus distant des habitations,
- optimisation des mouvements de véhicules,
- usage des avertisseurs sonores limité aux règles de sécurité sur chantier,
- vérification de la conformité du matériel et des engins employés. Ils seront insonorisés dans la mesure du possible,
- nettoyage systématique des chaussées souillées.

4.3 – Déchets issus du chantier

■ Objectifs des prescriptions

Les prescriptions relatives à la gestion des déchets issus du chantier ont pour but de :

- maintenir l'ensemble du chantier en état de propreté permanent et prévenir contre la dispersion des déchets et les épandages sauvages,
- organiser la gestion des déchets dans des conditions respectant l'environnement,
- mettre en place des dispositifs garantissant un tri et un stockage correct des déchets,
- évacuer les déchets selon les filières adaptées.

■ Prescriptions

L'entreprise prendra toutes les dispositions relatives au maintien de l'ensemble du chantier en état de propreté permanent.

□ Dispositions générales

Ces dispositions consistent dans :

- le nettoyage régulier du chantier,
- l'évacuation des déchets produits au droit des zones de travaux systématiquement en fin de journée vers la zone de stockage des installations de chantier,
- la sensibilisation du personnel, des sous-traitants et des fournisseurs à la propreté du chantier,
- le respect des prescriptions du SOSED,
- le maintien des voiries empruntées pour les besoins du chantier en état de propreté.

□ Stockage des déchets

Il conviendra de prendre en considération les dispositions suivantes :

- l'aménagement d'une zone spécifique pour le stockage des déchets. Cette zone sera aménagée sur une zone confinée, en dehors des zones à enjeu ; une attention particulière sera portée aux déchets polluants : huiles de vidanges, bombes de peinture, cartouches de graisse, fûts ou bidons d'huiles (mécanique, décoffrant, ...), produits de laboratoire...
- la mise en place d'une collecte sélective sur le chantier (bennes, containers...) permettant de trier les déchets du personnel intervenant, les déchets industriels banals et les déchets industriels dangereux. Cette pratique aura pour objectifs d'éviter le mélange des déchets inertes avec des déchets banals (ferrailles, plastiques...) ou dangereux (huiles, hydrocarbures...) et favoriser le réemploi ou la réutilisation, ainsi que le recyclage des différents flux de déchets,

Ainsi, différents conteneurs devront être aménagés pour le stockage des déchets :

- bennes pour les DIB, le bois et la ferraille : le stockage sans protection ne concernera que les déchets inertes prévus pour une réutilisation ultérieure en prenant toutes les dispositions nécessaires pour éviter la dispersion de ces produits dans l'environnement,
- conteneurs étanches et fermés pour le stockage des déchets dangereux. Ces zones de stockage devront être étanches et permettront de confiner une pollution accidentelle,
- la mise en place d'une signalétique spécifique au droit des différentes zones de stockage des déchets, permettant d'orienter le personnel du chantier pour le tri des déchets (notamment pour éviter le mélange de déchets dangereux et non dangereux).

D'une manière générale, les déchets seront évacués régulièrement, afin de limiter leur stockage sur le chantier. De même, on limitera le stockage de matériaux sur le chantier.

□ Traitement des déchets

Une attention particulière devra être également portée sur les dispositions suivantes :

- l'évacuation des déchets vers les filières d'élimination adéquates,
- la vérification de l'absence de tout enfouissement des déchets et de tout brûlage,
- la mise en place d'un système de bordereau de suivi des déchets permettant de prouver la bonne élimination des différents flux.

Les interdictions suivantes sont également rappelées :

- brûler des déchets à l’air libre,
- stocker des huiles et carburants en dehors des emplacements aménagés à cet effet,
- abandonner ou enfouir des déchets,
- laisser des déchets spéciaux sur le chantier ou les mettre dans des bennes non prévues à cet effet.

En cas de déversement polluant accidentel, les terres souillées devront être enlevées immédiatement et transportées dans des décharges agréées pour recevoir ce type de déchet.

En cas de manquement conséquent d’une entreprise, le maître d’œuvre pourra demander à l’entreprise mandataire ou à une entreprise spécialisée, de procéder au nettoyage aux frais de l’entreprise mandataire.

■ Points critiques liés aux prescriptions

Les points critiques sont les suivants :

- visa du SOSED,
- visa des procédures d’exécution et du plan des installations de chantier.
- curage de début de chantier

4.4 – Installations classées pour la protection de l’environnement (ICPE) propres au chantier

Aucune opération n’est soumise à une procédure d’autorisation ou de déclaration au titre des ICPE.